

Travail social et immigration 14.07.2017

CONTENU

- ▶ Introduction
- ▶ Migration et Immigration
- ▶ Protection internationale
- ▶ Retour vers le pays d'origine
- ▶ Structures d'accueil et CRL
- ▶ Questions restantes et astuces
- ▶ Etude de cas

DÉFINITIONS ET TERMES CLÉS



- ▶ Migration choisie <-> migration forcée
- ▶ Citoyen Européen <-> Ressortissant de Pays Tiers
- ▶ Nationalité luxembourgeoise

- ▶ Demandeur de protection internationale (DPI) – «papier rose»
- ▶ Régulation Dublin III
- ▶ Bénéficiaire de protection internationale (BPI)
 - ▶ Réfugié politique (Convention de Genève 1951)
 - ▶ Bénéficiaire de la protection subsidiaire
- ▶ Demandeur d'asile débouté – «annulé»

- ▶ Relocation (actuellement DPI en provenance de Grèce ou Italie)
- ▶ Réinstallation et Accord UE-Turquie (admission de réfugiés syriens)

- ▶ Migrant en situation irrégulière (sans-papier/clandestins/illégaux)
- ▶ Sursis à l'éloignement – «papier vert»
- ▶ Report à l'éloignement

MIGRATION ET IMMIGRATION

Migration au Luxembourg

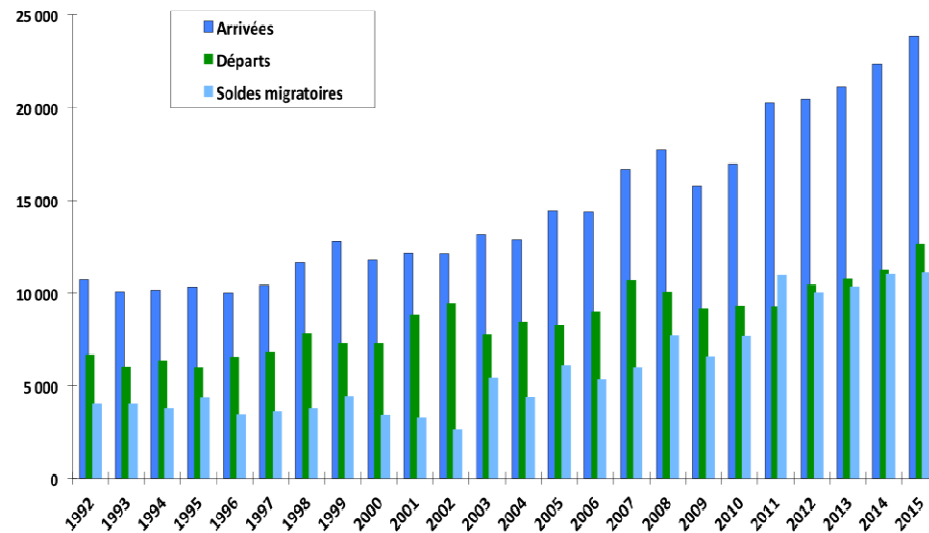
- ▶ Migration au Luxembourg
 - ▶ Pays d'émigration
 - ▶ Pays d'immigration
- ▶ Le contexte au Luxembourg
- ▶ Statistiques – Migrants au Luxembourg
 - ▶ Évolution des nombres de migrants/mouvements migratoires
 - ▶ Citoyens Européens
 - ▶ Ressortissant de Pays Tiers
 - ▶ Nationalités
 - ▶ Solde migratoire
 - ▶ Le marché de l'emploi

Migrants au Luxembourg

mouvements mig. 1992-2015

Démographie

Évolution des mouvements migratoires
arrivées - départs - soldes migratoires de 1992 à 2015



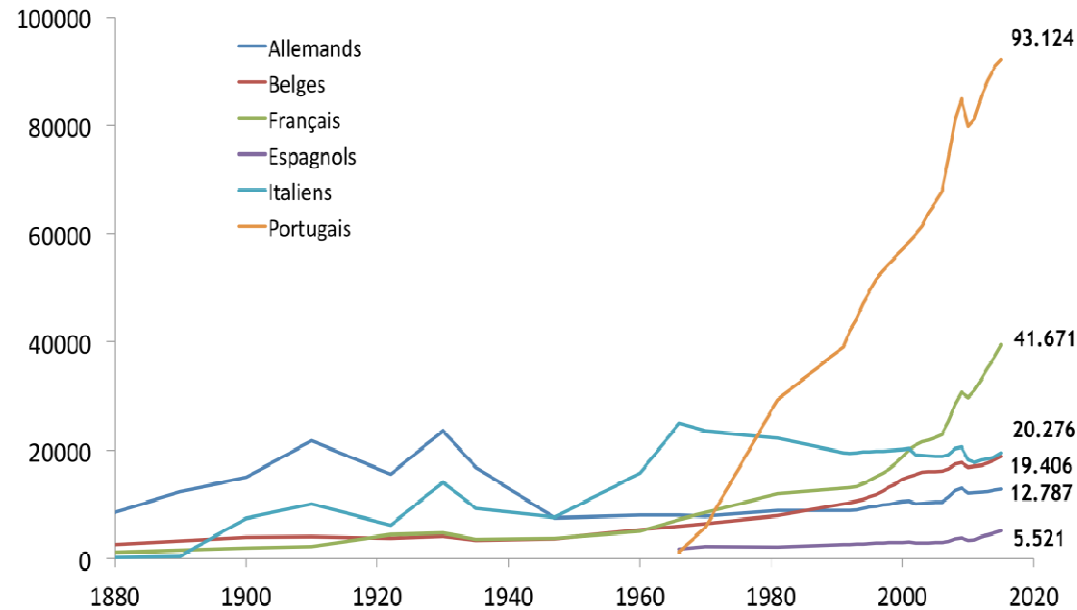
Source: STATEC © CEFIS

cefis

Migrants au Luxembourg évolution 1875-2016

Démographie

Évolution historique 1875 - 2016



Source: STATEC © CEFIS

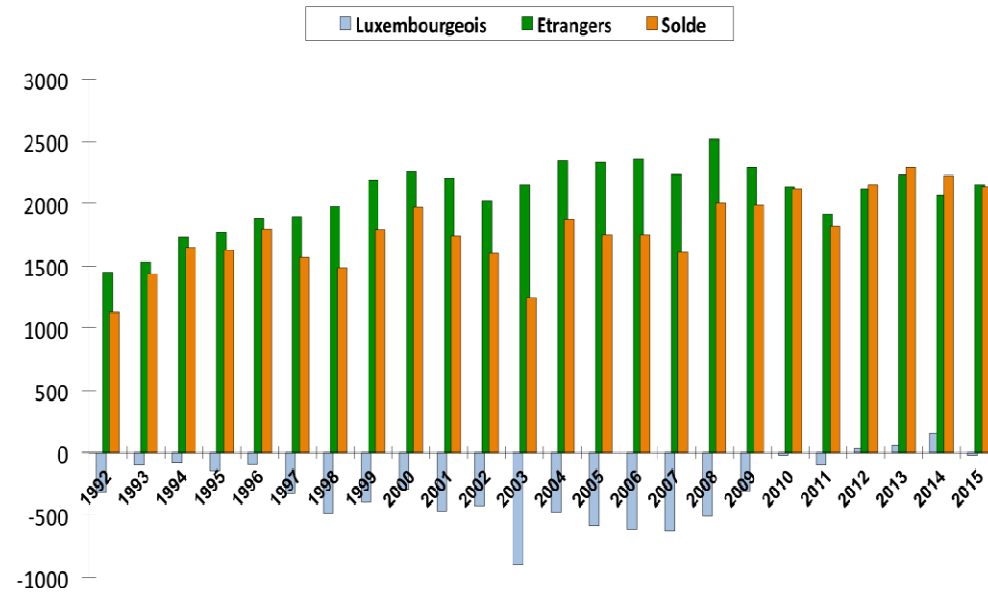
cefis

Migrants au Luxembourg soldes naturels

Démographie

Évolution des soldes naturels

naissances - décès de 1992 à 2015

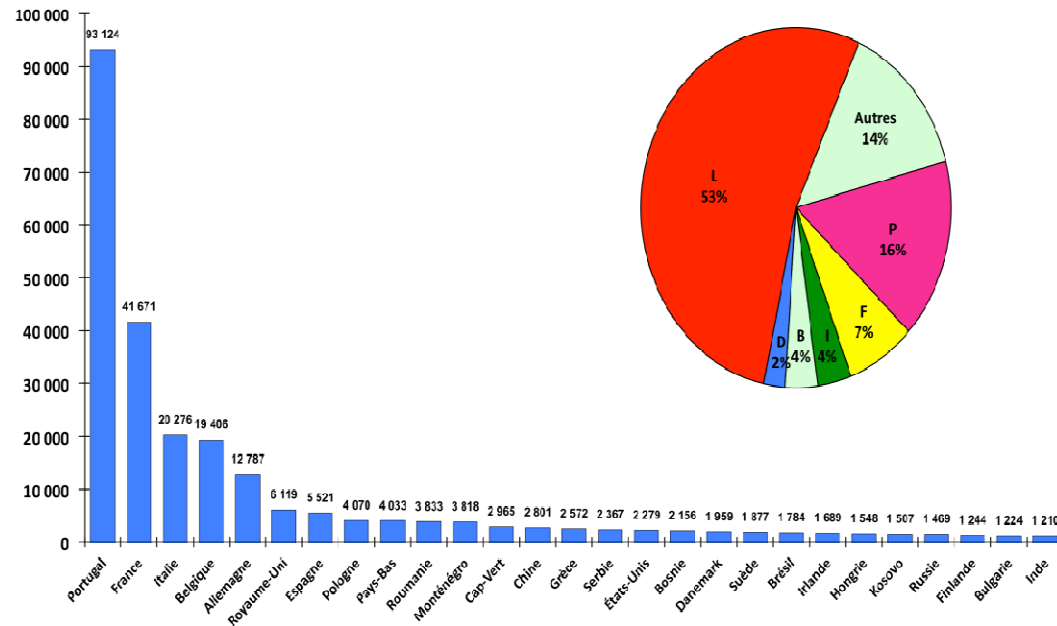


Source: STATEC © CEFIS

Migrants au Luxembourg nationalités

Démographie

Les principales nationalités (plus de 1 000)
au 1^{er} janvier 2016



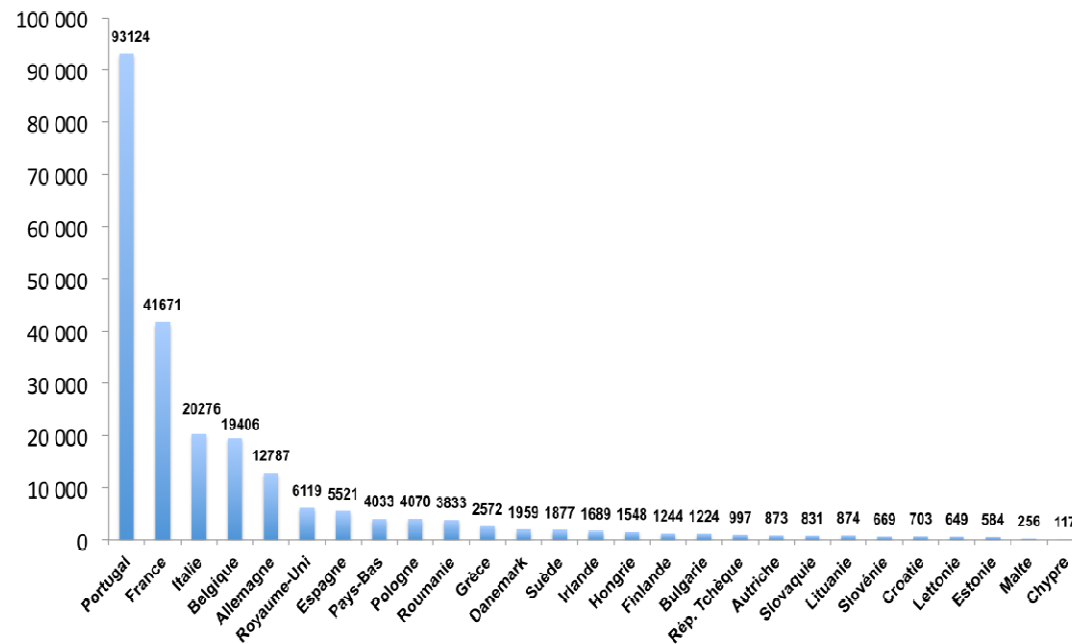
Source: Statec © CEFIS

cefis

Migrants au Luxembourg Citoyens Européens

Démographie

Les ressortissants communautaires (U.E)
au 1^{er} janvier 2016



Source: Statec © CEFIS

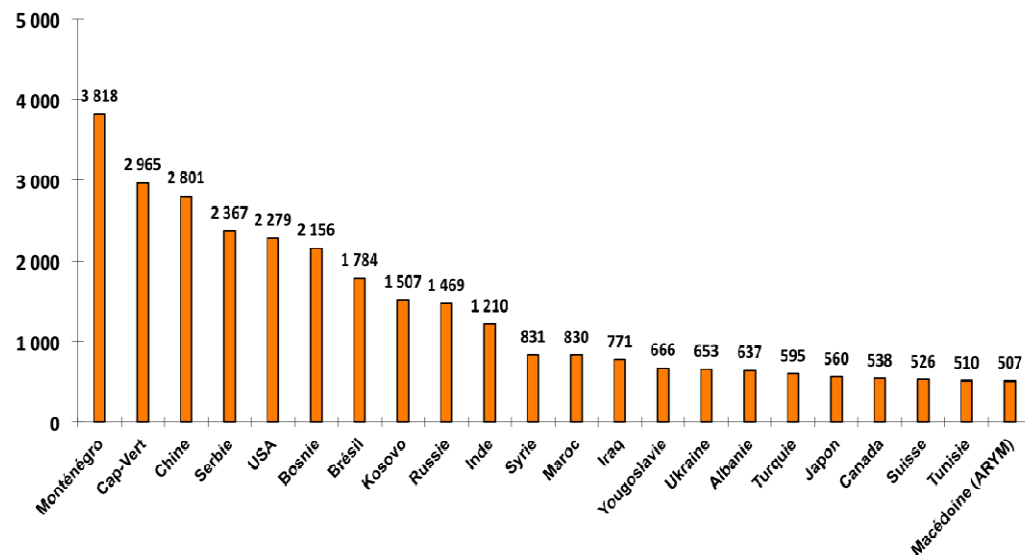


Migrants au Luxembourg ressortissants de pays tiers

Démographie

Principales nationalités non-communautaires

1^{er} janvier 2016



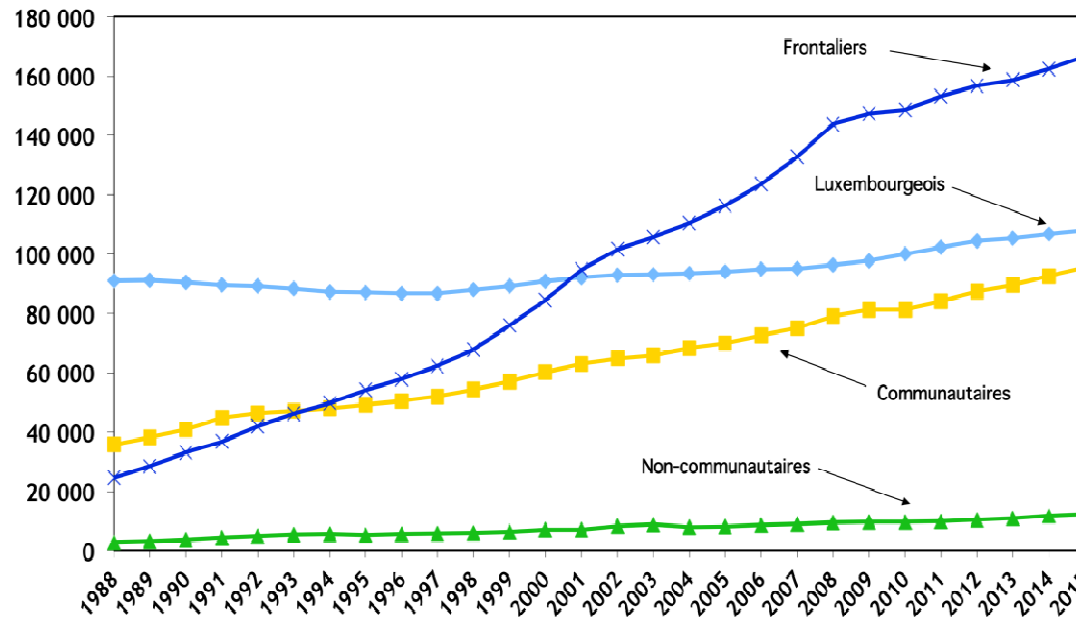
Source: Statec © CEFIS

cefis

Migrants au Luxembourg et emploi évolution 1988-2015

Emploi

Évolution de l'emploi salarié de 1988 à 2015
au 31 mars de chaque année



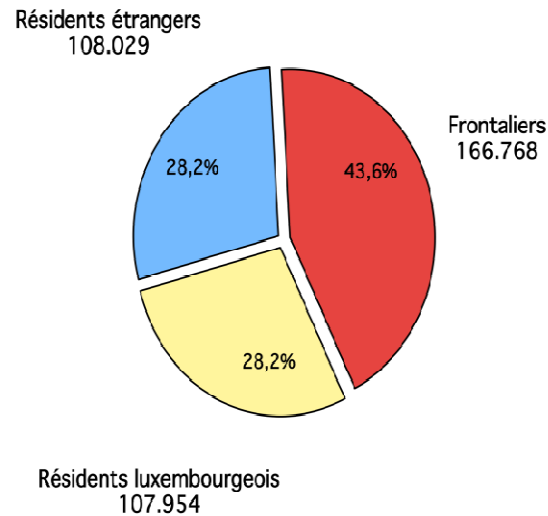
Source : IGSS © CEFIS

cefis

Migrants au Luxembourg et emploi résidents lux/étrangers, frontaliers

Emploi

Type de salariés : résidents luxembourgeois, résidents étrangers et frontaliers
au 31 mars 2015



Source: IGSS © CEFIS

cefis

IMMIGRATION ET ASILE – BASES LÉGALES



Textes de bases:

- ▶ Loi du 29 août 2008: Libre circulation des personnes et immigration
- ▶ Loi du 5 mai 2008: Droit d'asile et formes complémentaires de protection

Lois en vigueur:

- ▶ Loi du 18 décembre 2015: relative à la protection internationale et protection temporaire
- ▶ Loi du 18 décembre 2015: relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire

Autres lois:

- ▶ Loi du 18 mars 2017 portant modification aux lois du 29.08.2008 et 28.05.2009
- ▶ Loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Obligations internationales : Convention de Genève 1951, Convention Européenne des Droits de l'Homme, Directives Européennes etc



Loi sur l'immigration

DROIT D'ENTÉE ET DE SÉJOUR



Conditions et formulaires:

<http://www.mae.lu/Site-MAE/VISAS-Immigration>

Faire la différence entre:

Citoyen Européen <-> Ressortissant de pays tiers

Droit d'entrée <-> droit de séjour

Séjour jusqu'à 3 mois <-> séjour de plus de trois mois

LOI SUR L'IMMIGRATION



- le séjour inférieur à 3 mois du citoyen de l'Union Européenne
- le séjour inférieur à 3 mois du ressortissant de pays tiers
- le séjour supérieur à 3 mois du citoyen de l'Union Européenne
- les différentes autorisations de séjour (AS) pour ressortissants de pays tiers, les droits qu'ils procurent et les procédures de demande et de renouvellement des autorisation de séjour
- l'accès au marché de l'emploi pour les ressortissants de pays tiers
- le membre de famille d'un ressortissant de l'Union Européenne
- le titre de voyage
- l'expulsion, l'interdiction de territoire, le refus de séjour, le retour volontaire, le retour forcé, l'ordre de quitter le territoire, le sursis à l'éloignement, le report à l'éloignement

SÉJOUR POUR CITOYEN UE ET FAMILLE



Consultez le site internet:

<http://www.guichet.public.lu/citoyens/fr/immigration/index.html>

- le séjour inférieur à 3 mois du citoyen de l'Union Européenne
- le séjour supérieur à 3 mois du citoyen de l'Union Européenne

Éléments importants:

- Tout **citoyen de l'Union européenne** (UE), ainsi que ses membres de famille, eux-mêmes citoyens de l'Union, bénéficient de la libre circulation au sein de l'UE, ce qui leur donne le droit de **travailler** et de **séjourner** dans n'importe quel pays de l'UE
- Le **droit de séjour** du citoyen de l'Union et des membres de sa famille est **soumis à la condition qu'ils ne deviennent pas une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale.**

CITOYENS UE ET PERS. ASSIMILÉES

- ▶ Les personnes considérées comme "**citoyens de l'Union**" sont les **ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne** : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède.
- ▶ Les ressortissants d'un des autres **Etats parties à l'Accord sur l'Espace économique européen** (Norvège, Islande, Liechtenstein) et de la Confédération suisse sont **assimilés aux citoyens de l'Union**.
- ▶ Les personnes considérées comme "membre de familles" sont :
 - ▶ le **conjoint** (époux, épouse) ;
 - ▶ le **partenaire enregistré** ;
 - ▶ le **descendant direct** (fils, fille) du citoyen de l'Union ou de son conjoint / partenaire si l'enfant est âgé de moins de 21 ans ou s'il est à charge ;
 - ▶ l'ascendant direct (père, mère) s'il est à charge du citoyen de l'Union ou de son conjoint / partenaire ;
 - ▶ tout autre membre de famille si :
 - ▶ dans le pays de provenance il a **été à charge ou a fait partie du ménage** du citoyen de l'Union bénéficiaire du droit de séjour ; ou
 - ▶ le citoyen de l'Union doit impérativement et personnellement **s'occuper pour des raisons de santé graves** du membre de la famille concerné ;
- ▶ le **partenaire non enregistré** (union libre) avec lequel le citoyen de l'Union a une **relation durable dûment attestée**. Ces partenaires ne doivent pas être engagés dans des liens de mariage, de partenariat déclaré ou de relation durable avec une autre personne. Le caractère durable de la relation est examiné au regard de l'**intensité**, de l'ancienneté et de la **stabilité des liens entre les partenaires**, se traduisant notamment par :
 - ▶ une cohabitation de manière légale et ininterrompue pendant **au moins 1 an** avant de venir au Grand-Duché ;
 - ▶ un **enfant commun** dont ils assument ensemble les responsabilités parentales.

SÉJOURS <3MOIS NON-UE

Consultez le site internet:

<http://www.guichet.public.lu/citoyens/fr/immigration/index.html>

- ▶ Le **ressortissant de pays tiers** à l'Union européenne (UE) qui souhaite séjourner **moins de 90 jours** ou transiter via le Luxembourg doit :
 - ▶ **avant** l'entrée sur le territoire :
 - ▶ être en possession d'un **passport** valide ;
 - ▶ pour les personnes **soumises à une obligation de visa** pour entrer au Luxembourg : demander un visa (court séjour) ;
 - ▶ **après** l'entrée sur le territoire :
 - ▶ soit effectuer une déclaration d'arrivée auprès de sa commune de résidence temporaire ;
 - ▶ soit remplir une fiche d'hébergement auprès de l'établissement dans lequel il séjourne (hôtel, chambre d'hôte, etc.).

SÉJOUR > 3 MOIS NON-UE

Autorisations de séjours (AS) pour non-UE

- ▶ Travailleur salarié
- ▶ Travailleur hautement qualifié
- ▶ Chercheur
- ▶ Travailleur indépendant
- ▶ Sportif ou entraîneur
- ▶ Etudiant, élève, stagiaire ou volontaire, au pair
- ▶ Membre de famille d'un ressortissant d'un pays tiers
- ▶ Membre de famille d'un citoyen de l'Union européenne
- ▶ Raisons privés
- ▶ Résident de longue durée.
 - ▶ Situations particulières (AS après sursis à l'éloignement, enfants scolarisés >4 ans, ...)
 - ▶ Droit de séjour, de travail, de regroupement familial, aide sociale etc



Loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale.

Art. 4. A droit à l'aide, toute personne séjournant au Grand-Duché de Luxembourg conformément à la législation en vigueur.

Toutefois, **sont exclus** du bénéfice de l'aide matérielle en espèces:

- la personne ayant le statut de demandeur de protection internationale qui bénéficie d'un régime propre à sa situation;
- la personne qui a obtenu une autorisation de séjour suite à un engagement écrit pris par un tiers de subvenir à ses besoins;
- l'élève ou l'étudiant étranger, qui s'établit au Grand-Duché de Luxembourg pour y poursuivre des études ou des formations professionnelles;
- le ressortissant de l'Union européenne ou d'un autre Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ou un membre de sa famille, quelle que soit sa nationalité, durant les trois premiers mois de son séjour sur le territoire du Luxembourg ou durant la période où il est à la recherche d'un emploi s'il est entré à ces fins sur le territoire. Cette dérogation ne s'applique pas aux travailleurs, salariés ou non salariés, ou aux personnes qui gardent ce statut ou aux membres de leur famille, quelle que soit leur nationalité;
- la personne en **séjour temporaire** au Luxembourg;
- la personne qui fait l'objet d'une mesure de détention préventive ou d'une peine privative de liberté, sauf pendant la période d'un congé pénal.

PROCÉDURE POUR OBTENIR UNE AS



Consultez le site internet:

<http://www.guichet.public.lu/citoyens/fr/immigration/index.html>

- Demander une autorisation de séjour **avant** de venir au Luxembourg
- Remplir les formalités **après** l'entrée pour obtenir un titre de séjour (déclaration à l'administration communale, examen médical, ...)
- Renouvellement de l'autorisation de séjour (2 mois avant l'expiration du titre de séjour)

DOCUMENTS À FOURNIR POUR AS

Exemple du travailleur salarié

Outre le formulaire spécifique à la demande AS sont à joindre différents documents.
Voici l'exemple pour le "Travailleur salarié":

- ▶ la copie du passeport intégral en cours de validité, certifiée conforme à l'original ;
- ▶ un acte de naissance ;
- ▶ un extrait du casier judiciaire récent ou un *affidavit établi dans son pays de résidence*;
- ▶ un *curriculum vitae* ;
- ▶ une copie certifiée conforme des diplômes ou des qualifications professionnelles ;
- ▶ une copie du contrat de travail, daté et signé par lui et son employeur et conforme au droit de travail luxembourgeois;
- ▶ une lettre de motivation à l'appui de la demande ;
- ▶ l'original du certificat récent établi par l'Agence pour le Développement de l'Emploi, attestant le droit de l'employeur de recruter pour le poste déclaré vacant la personne de son choix ;
- ▶ le cas échéant, un mandat.

Si les documents ne sont pas rédigés dans les langues allemande, française ou anglaise, une traduction conforme par un traducteur assermenté doit être jointe.

LE REGROUPEMENT FAMILIAL



Qui est membre de famille (simplifié, pour détails vérifier sur www.guichet.lu)?

- ▶ Le conjoint / le partenaire
- ▶ Les descendants directs
 - < 18 ans pour membre de famille d'un ressortissant d'un pays tiers
 - < 21 ans pour membre de famille d'un ressortissant d'un citoyen européen
- ▶ Ascendants directs à charge du regroupant
- ▶ Ascendants directs pour un mineur non-accompagné

Conditions à remplir:

- ▶ Prouver identité et lien familial (+ titre de voyage)
- ▶ Ressources stables, régulières et suffisantes
- ▶ Logement approprié
- ▶ Couverture d'une assurance maladie

*Les conditions ne sont pas à remplir pour les réfugiés reconnus et bénéficiaires d'une protection subsidiaire, si la demande est introduite dans les **3 mois qui suivent l'octroi de la protection internationale.***



RETOUR DANS LE PAYS D'ORIGINE



Différentes formes de retour:

- Retour volontaire (avec ou sans l'aide d'OIM)
- Retour "semi-volontaire"?
- Retour forcé

Délai minimal entre l'"Ordonnance de quitter le territoire" et le retour forcé éventuel: 30 jours.

Conséquence d'un retour forcé -> interdiction d'entrée sur le territoire (espace Schengen)

RETOUR EN 2016



- ▶ 456 pers. Retour volontaire
- ▶ 113 pers. Retour forcé

LE CENTRE DE RÉTENTION + SHUK

Qui est en rétention?

- Personnes en situation irrégulière
- DPI déboutés
- Personnes en fin de peine
- Cas Dublin

-> familles (maximum 7 jours) et personnes seules (en principe pas de mineurs non-accompagnés)

-> pas de criminels, mais personnes en situation irrégulières (rétention administrative, pas détention)

SHUK – Structure d’hébergement d’urgence Kirchberg

Cas Dublin



Loi sur la protection internationale

LOI SUR LE PROTECTION INTERNATIONALE



- la convention de Genève et la protection subsidiaire
- points importants du droit international, p.ex. le non-refoulement, les droits à la vie privée et familiale, les droits des enfants
- la procédure au Luxembourg
- l'irrecevabilité d'une demande
- les pays dits « sûrs », la différence entre la procédure accélérée et la procédure normale
- les structures compétentes
- les aides sociales et financières
- l'autorisation d'occupation temporaire
- statistiques
- DPI qui devient BPI - droits et devoirs : aide sociale, travail, regroupement familial etc

CONVENTION DE GENÈVE (1951)

Qui est un réfugié?

“(…) craignant avec raison d’être persécutée du fait de **sa race**, de **sa religion**, de **sa nationalité**, de **son appartenance à un certain groupe social** ou de **ses opinions politiques**, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays (...)”

- ▶ Prise en considération de la **situation générale** du pays d’origine, **mais aussi et surtout** par la **situation particulière** du demandeur qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu’elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève
- ▶ *Actes de persécution* suffisamment graves
- ▶ *Acteurs de persécution* : a) Etat, partis ou b) organisations qui contrôlent l’Etat ou partie importante du territoire, c) acteurs non-étatiques s’il peut être déterminé que a) et b) ne peuvent ou ne veulent offrir une protection
- ▶ *Acteurs de protection*: a) Etat, partis ou b) organisations qui contrôlent l’Etat ou partie importante du territoire
- ▶ *Alternative de fuite interne*

PROTECTION SUBSIDIAIRE



« ...tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves »

Les atteintes graves sont:

- a) la peine de mort ou l'exécution; ou
- b) la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine; ou
- c) des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

DROIT INTERNATIONAL



- ▶ Convention Européenne des Droits de l'Homme
 - ▶ Non-refoulement
 - ▶ Droit à la vie privée et familiale
- ▶ Législation européenne (directives, régulations etc)
- ▶ Convention internationale des droits de l'enfants
- ▶ ...

STATISTIQUES DPI EN 2016

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Janvier	116	224	80	94	88	265
Février	149	132	71	88	89	119
Mars	238	207	74	70	98	103
Avril	147	195	91	49	78	125
Mai	135	264	78	88	90	122
Juin	114	181	89	63	101	160
Juillet	160	236	106	84	106	131
Août	221	137	76	96	190	197
Septembre	312	125	119	134	374	199
Octobre	225	167	126	128	381	269
Novembre	177	120	100	114	423	163
Décembre	177	69	60	83	429	182
Total	2171	2057	1070	1091	2447	2035

DÉCISIONS DU MAE EN 2016

Type de décision	Année de dépôt de la demande de protection internationale							Total décisions 2016
	< 2011	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Reconnaissance du statut de réfugié	7	11	2	11	32	594	107	764
Attribution du statut conféré par la protection subsidiaire	1		3		3	17	2	26
Refus de la protection internationale - procédure normale	1	1	2	10	35	122	41	212
Refus de la protection internationale - procédure accélérée					2	90	134	226
Retraits implicites	128	50	65	26	15	53	54	391
Décision de transfert / Incompétence					1	91	525	617
Irrecevabilité - citoyen de l'Union européenne							1	1
Irrecevabilité - premier pays d'asile ou pays tiers sûr						5	13	18
Irrecevabilité - demande subséquente						7	46	53*
Exclusion								
Révocation du statut	1							1
Décisions prises	138	62	72	47	88	979	923	2309
Pourcentage par rapport au total	6,0%	2,7%	3,1%	2,0%	3,8%	42,4%	40,0%	100%

PROCÉDURE AU LUXEMBOURG



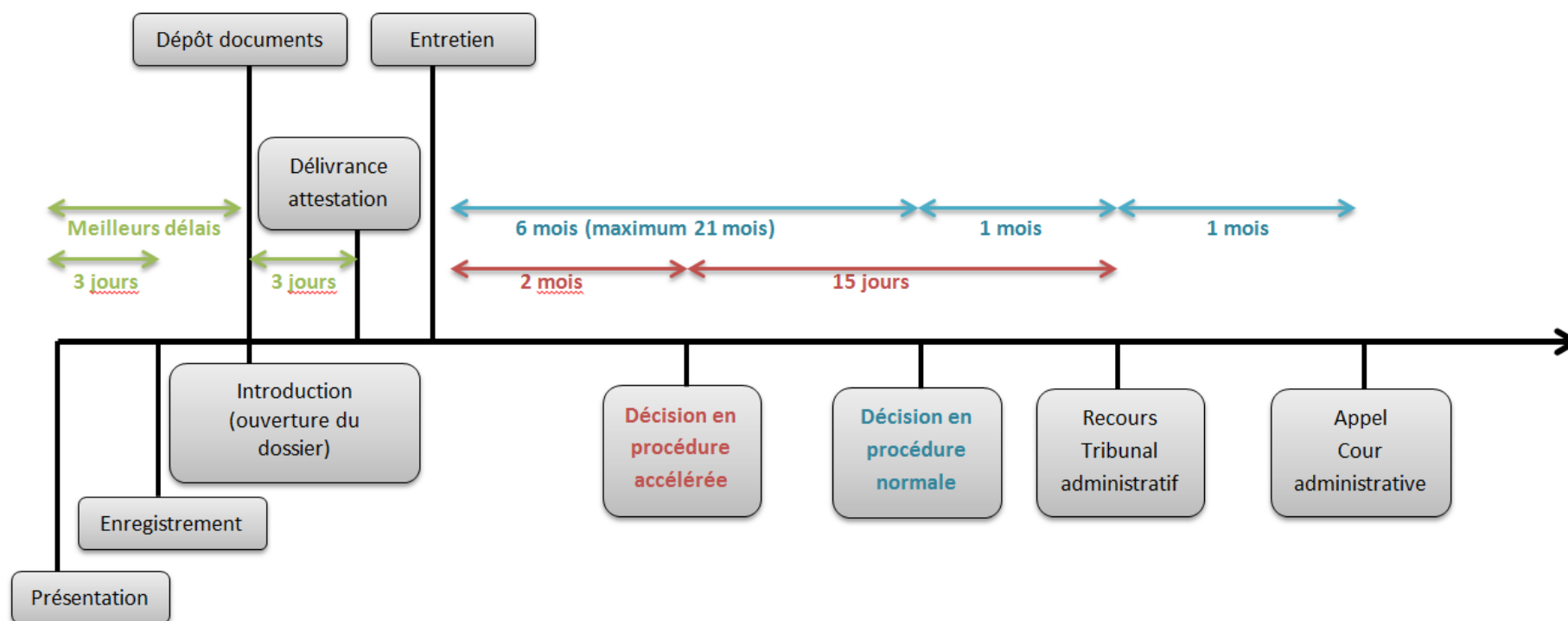
- ▶ Administrations compétentes:
 - ▶ Procédure d'asile: Ministère des Affaires Etrangères, Direction de l'Immigration
 - ▶ Aide sociale: Ministère de la Famille, Office luxembourgeoise de l'Accueil et de l'Intégration
- ▶ Démarches à faire :
 - ▶ Dépôt de la DPI
 - ▶ Inscription auprès de l'administration communale
 - ▶ Contrôle médical
 - ▶ Entretien Dublin
 - ▶ Entretien(s) procédure d'asile
 - ▶ Décisions (+ délais)
 - ▶ Recours (+ délais)
- ▶ Assistance judiciaire et interprète
- ▶ Personnes vulnérables (Mineurs non-accompagnés etc)
- ▶ Procédure normale <-> procédure accélérée (+pays tiers sûrs)

IRRECEVABILITÉ DE LA DEMANDE

- ▶ Si le demandeur est citoyen de l'Union européenne
- ▶ si une protection internationale accordée par un autre État-membre de l'UE
- ▶ s'il existe un premier pays d'asile, c.à.d. que le statut de réfugié a été accordé dans un autre pays et que la personne peut encore prévaloir de cette protection ou si elle y jouit d'une autre protection suffisante, à condition qu'elle soit réadmis(e) dans ce pays
- ▶ s'il existe un pays tiers sûr où la personne a pu s'installer, où si elle n'a pas à craindre ni pour sa vie, ni pour sa liberté en raison de sa race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social particulier ou de ses opinions politiques et où il n'existe aucun risque d'atteintes graves
- ▶ si la demande est une demande ultérieure dans laquelle n'apparaît ou n'est présenté aucun élément ou fait nouveau permettant de déterminer si la personne ne remplit les conditions pour obtenir une protection internationale
- ▶ si la personne a introduite sa demande après avoir donné son accord pour que son cas soit traité dans le cadre d'une demande introduite en son nom.

La décision d'irrecevabilité, comprenant les informations relatives aux voies de recours, est transmise par écrit.

Calendrier de la procédure (source MAE)



SERVICE MIGRANTS ET REFUGIÉS DE LA CRL



Le but du service Migrants et Réfugiés

*« Œuvrer pour que les migrants vivent en dignité en
activant et valorisant leurs ressources »*

Menschen helfen

Service Migrants et Réfugiés

Historique:

- 2004 – création du SMR
 - répondre au besoin d'encadrement et de guidance
 - instaurer le premier accueil des DPI
- 2006 – foyer de Rédange pour femmes seules avec ou sans enfants
- 2007 – encadrement spécialisé pour mineurs non-accompagnés
- 2009 – instauration de la prise en charge ethnopsychologique
- De 2004 à 2017: 3 centres d'accueil -> 14 centres d'accueil
- Accent sur les personnes les plus vulnérables (dépistage et suivi)
 - Mineurs Non-Accompagnés (MNA)
 - Personnes en souffrance psychique → suivi ethnopsychologique

Activités du Service Migrants et Réfugiés

- **Gestion des foyers d'accueil** des demandeurs de protection internationale
 - Accueil, hébergement, encadrement
 - Accompagnement socio-éducatif
 - Suivi ethnopsychologique
- **Information pour migrants** indépendamment du statut administratif
- **Rétablissement des liens familiaux:** recherche de membres de familles
- Présence et activités au **centre de rétention**
- **Observation des retours forcés**
- **PERCO** : réseau de Sociétés Nationales européennes de la Croix-Rouge œuvrant dans le domaine de l'asile et de la migration

Accueil des DPI

Service Migrants et Réfugiés

- Environ 70 salariés (plein et mi-temps) et environ 300 bénévoles
- 14 foyers opérationnels
- Organisation de l'accueil
 - Distribution de kits d'hygiène et de draps de lits
 - Information sur la procédure de demande d'asile
 - Distribution des repas
 - Organisation d'activités très diverses
 - Dépistage des personnes vulnérables
- Encadrement socio-éducatif et psycho-social
 - Accompagnement et suivi psycho-socio-éducatif
 - Cellule de prise en charge ethnopsychologique

Encadrement et suivi des DPI

- **répondre** aux **besoins primaires** (héberger, nourrir, vêtir, ...)
- faciliter et organiser **l'accès aux soins médicaux** (aussi Inspection Sanitaire – présence dans les foyers de 1^{er} accueil)
- **écouter, informer et encadrer**, expliquer des procédures administratives et faciliter l'accès
- **identifier les personnes vulnérables** et mettre en place **un suivi adéquat**
- **suivi ethnopsychologique** de personnes en souffrance psychique
- **suivi et encadrement des MNA**
- organiser des **activités socio-éducatives**
- intégration des **DPI dans le tissu communal et régional**

Accueil et hébergement des DPI

Centres gérés par la Croix-Rouge

Centres de premier accueil (phases 1 + 2)

Strassen-Logopédie

Mersch-Creos

Hébergement pour DPI (phase 3)

Bertrange

Betzdorf

Dudelange

Luxembourg-Don Bosco

Luxembourg-Eich

Luxembourg-Kobolt

Luxembourg-Lily Unden

Luxembourg-Maternité

Mersch-Gare

Redange

Mineurs non-accompagnés

Strassen-Villa Nia Domo

Luxembourg-Lily Unden

Luxembourg-Luxexpo (jusqu'au 1.04.2017)

Hébergement dans des foyers CRL

01/2015 → 320 lits

Début 2017 → environ 1.700 lits

Accueil et hébergement des DPI

3 types de centre d'accueil

- **Phase I: Accueil en urgence**
 - dispatching vers structures de premier accueil (2 - 7 jours)
- **Phase II: Premier accueil**
 - Premières démarches après le dépôt de la demande de protection internationale et dépistage des vulnérabilités (4 à 6 semaines)
- **Phase III: Foyer d'accueil durable**
 - logement au long de la procédure d'asile

+ Mineurs non-accompagnés (MNA)

Cellule de prise en charge ethnopsychologique

Objectif: mettre en place une prise en charge personnalisée et adaptée aux besoins de la personne en souffrance psychique dans le respect de son origine culturelle et son vécu de personne en exil

- sans filtre, ni délai, ni préalable
- hommes, femmes, couples, enfants et mineurs non-accompagnés

Suivi et accompagnement sur 3 niveaux

1. *Individuel* : apporter et soutenir un accompagnement ethnopsychologique personnalisé rapproché
2. *Groupe* : inclusion du bénéficiaire au foyer - aider à acquérir de nouvelles habilités sociales et de vie, adaptées à leur état de santé mentale et la vie au foyer
3. *au niveau thérapeutique, socio-thérapeutique et réhabilitatif* : soutenir une collaboration étroite avec le réseau de santé mentale en vue d'intégration dans un réseau d'accompagnement et la société luxembourgeoise

Rétablissement des liens familiaux (RFL)

Partout dans le monde, le **CICR** (Comité Internationale de la Croix-Rouge) et les **Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge** s'efforcent de localiser les personnes dont les proches sont sans nouvelles afin de rétablir le contact entre eux. Ils s'emploient ensemble à

- **Rechercher** des personnes dont la famille est sans nouvelles
- **Rétablir** le contact entre des proches
- **Réunir** les familles
- Rechercher ce qu'il est advenu des personnes portées disparues.

Rétablissement des liens familiaux (RFL)

Les principes de base du RFL:

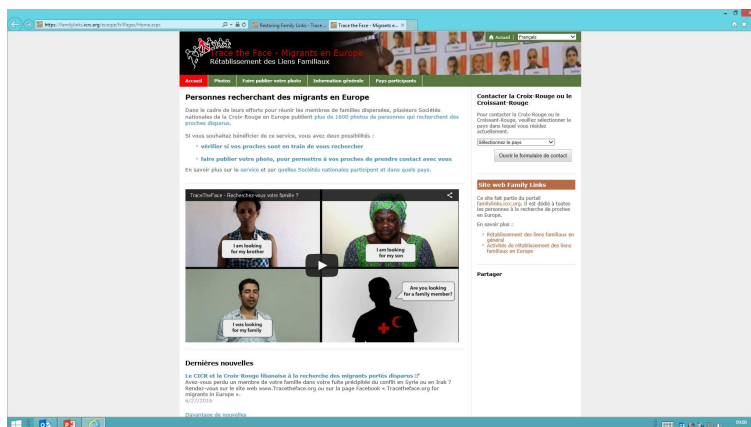
- La demande vient de la personne qui cherche
- La personne cherchée veut être retrouvée

Autres:

- Messages Croix-Rouge
- Travail en réseau

Trace the Face - Migrants en Europe

<https://familylinks.icrc.org/europe/fr>



If you have any information,
please contact us! Your information
will be kept confidential!

All photos:
www.tracetheface.org

croix-rouge
luxembourgeoise
☎ 2755-5400 ✉ tracing@croix-rouge.lu
+ The Luxembourg Red Cross is part of the
International Red Cross and Red Crescent Movement

LISKO

Lëtzebuerger Integratiouns - a Sozialkohäsiouns-Zenter



Adresses utiles

ORGANISATIONS ET ADRESSES UTILES



► *Organisations internationales*

- Amnesty International (www.amnesty.org)
- Caritas Internationales (www.caritas.org)
- Mouvement de la Croix-Rouge (www.icrc.org et www.ifr.org)

► Organisations et associations nationales

- Amnesty International – Luxembourg (www.amnesty.lu)
- ACAT (Action catholique pour l'abolition de la torture) (www.acat.lu)
- Asti (Association de soutien aux travailleurs immigrés) (www.asti.lu et www.bienvenue.lu)
- Caritas (www.caritas.lu)
- CLAE (comité de liaison des associations d'étrangers) (www.clae.lu)
- Croix-Rouge luxembourgeoise (www.croix-rouge.lu)

ADMINISTRATIONS ET AUTRES



- ▶ Ministère des Affaires Etrangères (www.mae.lu)
- ▶ OLAI (www.olai.public.lu)
- ▶ Ambassades et Consulats (-> regarder sur www.mae.lu)
- ▶ Organisation internationale pour les migrants (OIM) (www.iom.int)
- ▶ United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) (www.unhcr.org)

QUESTIONS ET ASTUCES

- ▶ Différence entre Autorisation de travail et AOT
- ▶ Conditions pour autorisation de travail (déclaration ADEM + certificat, attendre la réponse)
- ▶ Résident de longue durée dans un autre pays européen -> reconnaissance du statut depuis 2013
- ▶ Droit théorique et la mise en pratique?
- ▶ MAE – une administration (comment les contacter, quelle référence à utiliser)
- ▶ Différentes droits selon statut? école, mariage, aide social, travail, apprentissage, soins médical (+inscription CNS) etc
- ▶ Service Interprétariat
- ▶ Coordination entre associations?

ETUDE DE CAS



Monsieur de nationalité mexicaine, Madame de nationalité ukrainienne, elle a un enfant et est enceinte au 8è mois. Le couple est marié. La famille vit en Espagne depuis 4 ans avec une AS. La famille vient au Luxembourg pour chercher un emploi. Après 2 mois, le Monsieur trouve un emploi. Il a fait la demande au MAE. L'employeur paie l'inscription à la sécurité sociale et le Monsieur commence à travailler. La famille trouve un logement privé et signe un contrat. Refus du MAE.

Questions:

- ▶ Quels pourraient être les motifs de l'MAE pour le refus?
- ▶ Que peut la famille faire pour régulariser sa situation?
- ▶ Quelles aides sont accessibles pour la famille? Frais de l'accouchement? Scolarité de l'enfant?




Mineur non accompagné (MNA) âgé de 15 ans.

Nationalité : afghane, Statut de réfugié politique au Luxembourg.

Ses parents et ses frères et soeurs vivent à Téhéran en situation irrégulière. Âge des frères et soeurs: 20 ans, 14 ans, 12 ans.

Questions:


- ▶ Quelles sont les possibilités pour réunir la famille?
- ▶ Quelles sont les démarches à faire pour les différents cas de figure?
- ▶ Quelles sont les droits du MNA? De la famille? (aide sociale, école, travail, ...)



Madame de nationalité togolaise avec un enfant handicapé de 5 ans. Elle a l'autorisation de séjour pour travailleur salarié. Au Togo sont restés: ses 2 enfants âgé de 10 et 13 ans ainsi que sa mère âgé de 75 ans.

Questions:


- ▶ Quelles sont les possibilités pour réunir la famille?
- ▶ Quelles sont les démarches à faire pour les différents cas de figure?
- ▶ Quelles sont les droits des enfants? De la famille? (aide sociale, école, travail, ...)



Madame avec deux enfants en bas âge. La mère et l'enfant de trois ans ont la nationalité albanaise. L'enfant d'un an a la nationalité italienne. Le père est en Italie et a la nationalité italienne. Madame était en Italie et y a fait une demande de protection internationale. Comme elle avait demandé l'asile au Luxembourg, les autorités italiennes l'ont renvoyé vers le Luxembourg.

Questions:

- ▶ Quelles sont les droits de cette famille? (statut légal, aide social, ...)
- ▶ Quelles sont les possibilités pour régulariser sa situation et pour réunir la famille?
- ▶ Quelles sont les démarches à faire pour les différents cas de figure?



Monsieur de nationalité kosovare. Il a une maladie psychiatrique grave. Il est sans famille au Luxembourg

Questions:

Quelles sont les possibilités pour aider ce Monsieur s'il

- est en procédure d'asile
- a un statut de réfugié politique ou une protection subsidiaire
- a une autorisation de séjour pour des raisons privées (temporaire)
- a une autorisation de séjour de résidents de longue durée
- est en situation irrégulière au Luxembourg

Merci de votre attention!



Croix-Rouge luxembourgeoise

Service Migrants et Réfugiés

64, rue Charles Martel

L-2134 Luxembourg

Tel.: +352 2755-5400

Nadine.conrardy@croix-rouge.lu

www.croix-rouge.lu

croix-rouge 
luxembourgeoise
Menschen helfen

Menschen helfen

www.croix-rouge.lu



Crlux



CroixRougelu



Croix-Rouge luxembourgeoise